

Les priorités 2013-2016 d'Unia sont sous toit

La discussion du congrès ordinaire d'Unia s'est terminée début mars, avec l'examen des dernières propositions et priorités

me
mo

Menu copieux pour les délégués à l'assemblée nationale d'Unia samedi 2 mars à Berne. Durant toute la matinée, ils ont revêtu les habits de congressistes pour terminer l'examen des priorités syndicales 2013-2016 et d'autres propositions que le congrès de 2012 n'avait pas eu le temps de traiter.

Le 2^e congrès ordinaire d'Unia est enfin bouclé! Le temps avait manqué aux 340 délégués présents à Zurich du 29 novembre au 1^{er} décembre 2012 pour mener à terme toutes les discussions prévues. Restait à traiter les priorités d'Unia 2013-2016 et d'autres propositions soumises au congrès. L'assemblée nationale des délégués avait été mandatée pour terminer les débats avec les personnes ayant souhaité prendre la parole à Zurich sur ces questions. Cette assemblée s'est tenue le 2 mars dernier (voir L'ES du 6 mars). Durant trois heures, les participants ont débattu de certains amendements et propositions, les autres étant entières ou soumis à examen selon les recommandations du comité central. Les priorités 2013-2016 découlent des «Étoiles fixes», ou buts généraux, et de la stratégie d'Unia adoptée par le congrès. Elles se déclinent en huit thèmes allant de Unia Forte et de la croissance de l'effectif des membres, à l'amélioration des rapports de force, au renforcement des CCT, des mesures d'accompagnement et de la loi sur le travail, en passant par la politique sociale et économique, la situation des migrants, l'engagement syndical international et le professionnalisme au sein du syndicat.

Place des donateurs

Parmi les nombreux amendements, deux de la région Genève ont été soumis à examen. Le premier demande le lancement d'une campagne et d'une initiative fédérale «contre les abus patronaux et la sous-enchère», et l'autre qu'Unia mette en place un système



Neil Lebratier

Parmi les questions débattues, celle portant sur l'amélioration du travail syndical international par la création d'un poste. Une proposition adoptée pour examen.

de solidarité financière pour ses membres se retrouvant au chômage. La question de l'augmentation du nombre de donateurs soutenant Unia a ensuite fait l'objet d'un débat touchant au financement du syndicat. Corrado Pardini, du secteur industrie, a dit ses craintes de voir les contours d'Unia modifiés. «Nous sommes une organisation de membres, celui qui paie commande. Il faut faire attention de ne pas évoluer vers une organisation où les donateurs auraient la priorité.» Nico Lutz du comité directeur l'a rassuré, en précisant que les appels aux dons permettent de financer certaines campagnes et qu'il ne s'agissait pas d'aller demander des fonds à Economiesuisse. Alessandro Pelizzari de Genève a appuyé la proposition: «Un don à notre syndicat peut être le premier pas à une adhésion future de cols blancs ou de jeunes travailleurs n'ayant pas forcément de tradition syndicale. Nous en

avons fait l'expérience dans la mobilisation de Merck Serono, où plus de la moitié des employés ont rapidement versé quelque chose. Puis, peu à peu, certains ont adhéré.» La volonté d'augmenter le nombre de donateurs a ainsi été maintenue.

Renforcement du travail international

L'amélioration du travail syndical international par la création d'un poste a été adoptée pour examen. L'idée était défendue par le secteur de l'industrie en raison de la nécessaire collaboration au-delà des frontières, notamment dans les comités d'entreprise européens, pour faire face aux politiques des multinationales. Le renforcement du travail auprès des apprentis et des jeunes a aussi été débattu.

Au final, les priorités 2013-2016, amendées, ont été acceptées à l'unanimité. Puis 26 propositions ont été

passées en revue et certaines discutées. Comme celle demandant la mise en place d'un petit département d'économie, finalement retirée en raison d'autres dispositions prises par Unia. Les femmes ont obtenu qu'Unia agisse activement pour favoriser des horaires et modèles de travail garantissant la compatibilité de la vie professionnelle avec la vie familiale et sociale. L'assemblée s'est terminée après un long échange sur la question des quotas (voir encadré), et le rejet d'une proposition biennoise demandant qu'Unia se donne comme objectif «le dépassement du capitalisme». «Les statuts indiquent déjà que le syndicat aspire à une société dans un monde plus juste, qui n'est plus dominé par le capital», a rappelé Aldo Ferrari.

Sylviane Herranz ■

Vives discussions autour des quotas

Les groupes d'intérêt «femmes», «jeunesse» et «migration» avaient soumis le même type de demande au congrès: ils souhaitent que les secrétaires syndicaux responsables de leurs groupes consacrent 30% ou 50% de leur temps de travail, selon la taille des régions, à cette activité. Des représentants de ces groupes se sont battus pour que leur proposition soit acceptée et non uniquement transmise pour examen aux instances compétentes. D'autres s'y sont vivement opposés au nom de l'unité de l'organisation. «Il faut cesser cette hypocrisie: au congrès, de grandes déclarations sont faites sur l'égalité hommes-femmes, sur les jeunes, les migrants. Mais on refuse d'accéder à une demande légitime des militants voulant que du temps soit consacré à ce travail. Notre demande de quota s'explique parce qu'on en a marre que l'on se moque de nous. Unia a été créé pour défendre nos intérêts», a lancé une déléguée vaudoise du groupe migration. Un militant tessinois, migrant lui aussi, a exprimé son désaccord: «Les migrants sont bien représentés au comité central, le comité directeur rassemble aujourd'hui toutes les sensibilités du syndicat. Il faut maintenant réfléchir aux travailleurs, qu'ils soient femmes, jeunes ou de couleur. Les salariés veulent des réponses. Nous devons cesser de parler des quotas, mais parler de ça. Notre région compte 60% de migrants. On ne peut pas dire que les permanents ne s'en occupent pas!» Un autre délégué a appuyé: «Si cette proposition passe, nous ne serons plus un seul syndicat, mais des morceaux. Et je suis convaincu qu'un jour ou l'autre, les femmes seront la base de notre organisation.»

Après de nombreuses interventions, Renzo Ambrosetti, coprésident d'Unia, a pris acte du malaise existant à ce sujet. «Cette discussion montre que quelque chose ne fonctionne pas dans notre organisation. Nous devons trouver des solutions», a-t-il affirmé. A la majorité, l'assemblée a décidé que cette question serait examinée.

SH ■

Des travailleurs du Mississippi dénoncent l'attitude de Nissan

Une vingtaine de syndicalistes, d'ouvriers et de sympathisants venus des Etats-Unis se sont rassemblés devant le Salon de l'auto à Genève pour informer les visiteurs de leur situation à l'usine de Canton

En marge du 83^e Salon international de l'auto qui a ouvert ses portes le 7 mars dernier à Genève, une vingtaine de syndicalistes, de travailleurs de l'usine Nissan à Canton au Mississippi et de sympathisants se sont rassemblés devant Palexpo pour dénoncer l'attitude qualifiée «d'antisyndicale» du constructeur automobile aux Etats-Unis. Selon les protestataires, Nissan bafouerait le droit international du travail et la liberté universelle d'association en refusant aux ouvriers une élection syndicale équitable au sein de l'usine. Ils ont aussi relevé que le constructeur aurait recouru à la peur et à l'intimidation afin de dissuader les travailleurs de s'organiser. La délégation a évoqué des «vidéos antisyndicales» qui seraient diffusées tout au long de la journée au travail. D'après cette dernière, la politique de Nissan consisterait à faire croire aux ouvriers que la syndicalisation conduit à la fer-

meture des usines et aux licenciements. Le constructeur menacerait



Justin Cunningham

lui-même de délocaliser l'usine au Mexique en cas de syndicalisation. Pour s'ériger contre cette attitude, le syndicat de l'automobile américain UAW ainsi que l'Alliance du Mississippi pour la justice chez Nissan (Mafan), un groupe communautaire d'action représentant des membres du clergé, des élus politiques, des activistes des droits civils et des étudiants de l'Etat, ont uni leurs forces et lancé la campagne «Look beneath the shine of Nissan» (Regardez sous le vernis de Nissan). L'action à Genève marquait le lancement de la campagne au niveau international. «Nous aimons travailler chez Nissan, c'est le meilleur travail que nous n'ayons jamais eu, mais

Chip Wells et Michael Carter, tous deux ouvriers à l'usine Nissan de Canton au Mississippi, ont symboliquement planté l'arbre de la liberté syndicale dans le parc situé en face de Palexpo.

nous demandons des élections libres et justes au sein de l'entreprise, avec un vrai processus démocratique, revendique Chip Wells, qui travaille depuis 10 ans à l'usine de Canton. En venant ici, nous voulons faire prendre conscience aux visiteurs et à la communauté internationale de ce qui se passe dans notre usine.» La coalition exige que du temps et un accès soient accordés au syndicat pour informer les salariés, et ce sans pression de la part de la compagnie, afin que ces derniers puissent librement décider s'ils souhaitent, ou non, se syndiquer.

Une loi du travail faible

Une revendication d'autant plus légitime que Nissan n'agirait pas de la même manière à l'égard des syndicats dans ses autres usines à travers le monde. Pourquoi alors cette façon de faire au Mississippi? «Parce que la loi américaine du travail est très faible et qu'elle ne protège pas complètement

le droit fondamental des ouvriers à s'organiser collectivement. C'est pour cette raison que les compagnies s'y installent», explique Laila Rodriguez, consultante pour UAW. «Nous voulons que Nissan cesse de traiter les ouvriers de Canton comme des citoyens mondiaux de deuxième ordre», s'insurge le révérend Melvin Chapman, représentant de la Maffan.

Implanté depuis dix ans dans le Mississippi, le constructeur japonais a créé beaucoup d'emplois et demeure vital pour la région. Face aux revendications des ouvriers, précise encore la délégation, Nissan répondrait que les conditions de travail dans son usine sont bonnes et qu'il est l'employeur qui paie le mieux. Cela dit, les protestataires notent encore que la plupart des travailleurs auraient un statut précaire qui ne leur donnerait droit ni aux bénéfices, ni à la couverture maladie, ni aux vacances payées...

Manon Todesco ■